Numéro 168

Samedi
21 juin 1980

Prix : 1 F

12, Cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

18 juin : qu'importe l'honneur, on a sauvé la face • Carter en tournée • Proche-Orient : l'O.l.p déçue par l'Europe • Véronique Neiertz : à propos du travail des femmes • Le Projet socialiste pour les Parisiens • Les socialistes pour la défense du peuple afghan • Radios : le libéralisme ne sait plus où donner de la matraque • Economie : le grand monopoly continue

Halte au feu de la majorité

Malencontre d'un malencontreux

Tout de même..! La dignité n'est plus ce qu'elle était..! Autocaricatures de deux Premiers ministres, mercredi, à l'Assemblée. Deux faux testaments mais pas paroles d'Evangile. A l'heure où l'on publie la Bible en bandes dessinées, Barre et Messmer ont fait ensemble une bien mauvaise B.D. En chaire, chacun a lu un verset de l'épître selon Saint-Charles, et ce fût le grand pardon. En os, ils continueront de se ronger. Messmérique le gaullisque et barrefixque de mon d'Estaing.

Triste... Pauvre France ! dont ils se déchirent l'Histoire... Ou font semblant... car ils s'en moquent... c'est le présent qui intéresse les intéressés et les lendemains électoraux.

Bazooka

Le tout est de savoir qui aura les voix gauliennes d'outre-tombe. Sans perdre celles qui disent le contraire. Et qui l'ont dit naguère à la bombe, au plastique et au bazooka. La colère était donc feinte et feinte d'indignation. Messmer était légionnaire. Renault a écrit dans une chanson «ils n'en ont même plus voulu dans la Légion... c'est vous dire s'il est con.

S'ils avaient été plus habiles et surtout moins méprisants, ils auraient choisi un autre style et s'y seraient pris autrement. Mais ils ont l'habitude de faire marcher les fidèles et de trier les veaux. Ils savent que les uns bêlent et tiennent les autres pour zéro.

Plus tragique que comique le petit intermède pour un petit après-midi au Palais Bourbon. Les rôles étaient écrits et les comédiens s'étaient communiqués leur texte. Si Messmer le répondant avait écrit le sien auparavant, c'est qu'il connaissait avant celui du récitant.

Armistice

On avait négocié le compromis compromettant : il faut savoir finir une grève au Parlement. Je dirai - a dit l'un - que je ne le ferai jamais plus. Je répondrai - a répondu l'autre - qu'il suffisait que tu me répondes. Et l'on signera une fois encore l'Armistice entre la giscardie et la chiraquie.

On racontera que l'incident de frontière n'était que la malencontre d'un malencontreux «secrétaire d'Etat». Ce ne sera pas la gloire, mais ce sera la paix. Qu'importe l'honneur, si la face est sauvée.

épinglé

«Madame Giscard d'Estaing est très consciente de la condition actuelle des femmes».

Mme Alberge, qui a reçu chez elle, jeudi soir, le couple présidentiel.

Elus bretons à l'Elysée

Hier à l'Elysée, à la noria des régions, on a donné pour la Bretagne. Le problème n'est pas de dire si la sébile est à moitié pleine ou à moitié vide. Chacun la jauge à l'aulne de ses ambitions pour notre région. Mais il convient de se demander ce qui est dans l'inventaire des mesures ponctuelles sera un rempart contre les grands vents dévastateurs de la crise.

Il s'agit dans l'ensemble de confirmations. Même si la liste des vocations prêtées à la Bretagne s'allonge on est encore loin de la communion.

La Bretagne reste malade du libéralisme sauvage et de l'état central. Qui pouvait penser qu'il y avait remède à ses maux dans la pharmacopée giscardienne?

Louis Le Pensec

Député du Finistère, porte parole du Breis (le Bureau d'études et de recherche socialiste regroupe les élus des cinq départements Bretons).

Carter en Europe

A la recherche d'un public

C'est par l'Italie que Jimmy Carter commence son voyage politique électoral qui le conduira, après le Sommet des Nations industrialisées de Venise, en Yougoslavie, en Espagne et au Portugal.

Il s'agit donc d'une visite aux pays qui constituent la ceinture externe de l'Alliance Atlantique. Il sera probablement question, surtout avec les Italiens, des conséquences éventuelles du voyage de Helmut Schmidt à Moscou. Carter craint en effet que Schmidt ne propose à nouveau aux Soviétiques son idée d'une suspension du démantèlement des nouveaux missiles opérationnels contre un moratoire de la fabrication et de l'implantation des missiles russes Ss 20.

Mais la presse américaine elle-même n'attache pas trop d'importance internationale au déplacement du président. Elle y voit plutôt un périple électoral. Les visites à l'étranger sont en effet un des grands privilèges dont dispose en exclusivité le Président en exercice par rapport à ses rivaux.

Jimmy Carter, qui n'en est pas à son premier faux pas, pourrait cependant avoir de mauvaises surprises.

Il arrivera en effet dimanche à Venise dans un climat de tension et de polémique.

D'une part, il y a la menace des Brigades rouges de frapper «les chefs de l'impérialisme mondial» qui se réuniront dans l'île Saint-Georges. Ils l'ont proférée il y a un mois dans le tract qui revendiquait l'assassinat du chef de l'antitérrorisme à Venise. D'autre part, il est prévu que se dérouleront une série de manifestations pacifiques de contestation organisées par le Parti radical et certains groupes de la nouvelle gauche.

Le Parti radical dans un manifeste envoyé au procureur de la République a dénoncé pour génocide Carter. Cossiga, Giscard, Schmidt, Thatcher et P.E. Trudeau. Ils sont accusés de ne pas avoir appliqué la résolution des Nations-Unies du 24 octobre 1970 qui établissait les principes d'alimentation du Fond international du

(suite en page 2)

Proche-Orient

L'O.l.p déçue par l'Europe

« La lutte palestinienne sera en premier lieu militaire surtout dans les territoires occupés, a déclaré jeudi soir. Ibrahim Souss, responsable du bureau de l'organisation de libération de la Palestine (O.l.p) à Paris.

Ibrahim Souss, a expliqué que les cadres palestiniens et la population ne jugeaient pas suffisant le bilan de 7 ans de « diplomatie feutrée» de l'O.l.p, et lui demandaient que toute démarche politique soit fondée sur une action militaire, à l'image de ce qu'ont pu faire les Vietnamiens.

« Ce durcissement de l'O.l.p est justifié, selon Ibrahim Souss, par la déception des Palestiniens à l'égard de l'Europe et notamment a-t-il insisté, de la France».

« Après la déclaration des Neuf» à Venise, a-t-il dit, nous n'avons plus aucune illusion sur une initiative européenne pour un règlement global au Proche-Orient, pas plus que sur la solution politique envisagée, par les Etats-Unis. La France aurait dû prendre une initiative à chaud, aussitôt après le voyage dans le golfe du président Giscard d'Estaing».

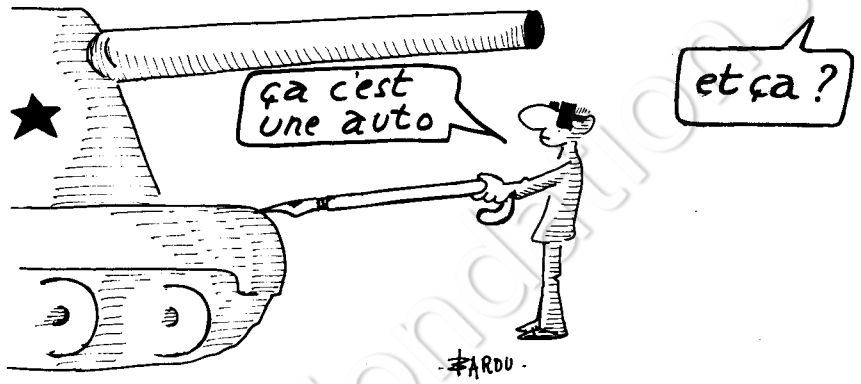
« Certes, il y a certains aspects positifs dans la déclaration de Venise, mais aussi beaucoup de lacunes. Cette déclaration est seulement destinée à faire patienter l'opinion publique arabe avant les élections américaines.

« Nous avons demandé aux américains, a poursuivi Ibrahim Souss, s'ils prendraient une initiative après. Ils ont répondu « peut-être». Quant aux Européens, les Américains, après leurs élections, ne laisseront aucune initiative aux autres. Et ils essayeront même d'amener vers eux quelques pays arabes dont on voit les navettes ces temps-ci». Ce disant, Ibrahim Souss visait en fait, la Jordanie.

« Nous irons jusqu'au bout, a-t-il conclu, la phase qui s'ouvre va être très difficile. La lutte dans les territoires occupés sera de plus en plus acharnée, mais nous sommes pleins d'espoir et de détermination».

De son côté le roi Hussein a invité jeudi les Etats-Unis à adopter une position plus équilibrée dans le conflit israélo-arabe.

Il a aussi pressé les Américains d'obtenir l'évacuation d'Israël des territoires occupés, et d'appuyer le droit des Palestiniens à l'autodétermination. Faute de quoi, a-t-il dit, ils risquent de s'aliéner « un peuple dont l'amitié est essentielle», de durcir ses éléments modérés et de perturber les échanges dans les domaines, commercial, énergétique et culturel.



Kaboul : journaliste objectif vérifiant l'information

Le travail des femmes

Un amalgame peu révolutionnaire

La revue communiste *Révolution* du 6 juin 1980, dans un article sur le travail des femmes intitulé « Les pièges du Président» dénonce l'offensive gouvernementale destinée à permettre au patronat de faire travailler les femmes la nuit « au nom de l'égalité». La revue ajoute que cette proposition trouve un renfort inattendu « dans les milieux proches du P.s. C'est ainsi que l'on peut lire dans le numéro de mai 80 de l'hebdomadaire *F Magazine* un article...» (sic).

Autrement dit, *F Magazine* serait un journal proche du P.s. Il est possible qu'au sein de la rédaction certaines journalistes aient de la sympathie pour le P.s. Mais *F Magazine* n'est pas le seul journal dans ce cas. Des journalistes socialistes ou sympathisants, il s'en trouve heureusement dans toutes les rédactions.

Et sous prétexte que Catherine Clément, communiste, écrit dans *le Matin, Révolution* range-t-il ce journal dans « les milieux proches du P.c» ?

Quant à la question de fond, le travail de nuit pour les femmes, le problème est mal posé. Il ne s'agit pas de se battre pour que les femmes travaillent la nuit, mais pour que les hommes n'y soient pas obligés.

Il y a parfois une certaine ambiguité à dénoncer le travail de nuit pour les femmes mais à le trouver licite pour certaines d'entre elles. Je pense notamment aux infirmières. Et nous sommes constamment confrontés à ce dilemme que toute mesure de progrès social, si elle ne concerne que les femmes, finit par se retourner contre elles et sert d'alibi aux gouvernements de droite pour se dispenser de la réforme générale nécessaire.

La revue communiste *Révolution* pratique un peu hâtivement l'amalgame. Mais c'est une jeune revue. Avec l'âge, lui viendra sûrement le souci de la rigueur.

Véronique Neiertz
Secrétaire nationale

Carter

(suite de la première page)

développement contre la faim dans le monde. Ils auraient, d'après le P.r « contribués de façon déterminante à l'extermination par la faim de millions de personnes chaque année dans des régions du globe parfaitement identifiables».

La contestation à l'italienne pourrait faire regretter à Carter sa venue en Europe, destinée par ricochet à récupérer les voix de l'immigration méditerranéenne.

RIPOSTE
12, cité Malesherbes - 75009 PARIS - Tél. 878.40.73
Télex : 660 582 F
Directeur : Georges Fillioud
Directeur-Délégué : Henri Pradeaux
Rédaction : Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Numéro de commission paritaire : 60122
Abonnement : 250 F par an
Composition : Ofres - **Impression** : Gaulier-Paris

La proposition Daillet

Un terrain peu sûr pour construire

Chacun sait que ceux qui veulent accéder à la propriété sont les victimes quotidiennes de pratiques abusives et douteuses de la part de nombreux constructeurs. Les causes des abus proviennent plus d'un détournement de la législation en vigueur que des imperfections de celle-ci.

Aussi la C.s.c.v (Confédération syndicale du cadre de vie) affirme-t-elle son opposition à la proposition de loi de l'U.d.f Daillet. Car cette proposition, loin de remédier à cet état de fait, renforce encore la prédominance du constructeur et laisse libre cours impunément à toutes opérations de spéculations immobilières. L'article 2 permet, en effet, au constructeur de maison individuelle de procurer le terrain sur lequel celle-ci sera édifiée.

La C.s.c.v estime que le seul remède à la situation actuelle réside dans le développement de la constitution des réserves foncières, seules véritable outil pour les collectivités locales d'une maîtrise de l'espace et du terrain à bâtir.

Elargissement de l'Europe

La mesure exacte des propos de Giscard

Francisco Sa Carneiro, premier ministre portugais a reçu jeudi l'assurance de la part de la Belgique et de la commission de la C.e.e que les négociations sur l'entrée du Portugal dans la communauté ne seraient pas retardées. Sa Carneiro a ajouté qu'il ne fallait pas dramatiser les propos de M. D'Estaing sur la question.

En d'autres termes, Giscard compte pour du beurre. On est content que les portugais nous le confirme.

Parlement européen
LES FEMMES ET L'EMPLOI

Intervenant en sa qualité de présidente de la Commission des Femmes, Yvette Roudy, membre du Groupe socialiste, a rappelé que le rapport relatif à la condition du Parlement européen à la Conférence de Copenhague, organisée par les Nations-Unies pour la fin du mois de juillet.

« Faisant suite à la Conférence de Mexico de 1975, l'objectif en sera prioritairement l'emploi des femmes et les difficultés qu'elles peuvent y rencontrer.

« En période dite normale les femmes souffrent déjà de sous-qualification du fait de leur éducation et des préjugés sociaux. La crise, les nouvelles technologies ne font que renforcer leur marginalisation à travers l'atomisation du marché de l'emploi. Le temps partiel, le mi-temps, le travail temporaire, le travail à la carte, le travail à domicile, le travail au noir, sont autant de mirages, autant de pièges tendus aux femmes, surtout en cette période de pénurie de l'emploi.

« Une fois de plus, l'emploi des femmes n'est considéré que comme le volant régulateur de l'économie d'un pays. Cantonnées dans ce deuxième marché de l'emploi elles sont aujourd'hui les premières atteintes par le chômage.

« Le temps est venu de considérer les femmes comme des travailleurs à part entière et de proposer comme l'un des remèdes aux problèmes de l'emploi, la réduction du temps de travail pour tous ».

QUESTIONS ECRITES

de Pierre FORGUES

sur les difficultés que rencontrent les chefs des établissements du second degré devant l'augmentation constante des frais de chauffage des locaux.

Les établissements ne recevant pas une dotation spéciale pour les frais de chauffage, doivent imputer ceux-ci sur le budget général dont la part la plus importante des ressources provient de la subvention d'équilibre qui dépend, en grande partie, du nombre d'élèves. De ce fait, des établissements de grande dimension, vétustes ou mal isolés et fréquentés par un nombre d'élèves peu important, connaissent de sérieux problèmes pour trouver les crédits nécessaires au chauffage de locaux. Ceux-ci sont souvent prélevés sur d'autres postes budgétaires ce qui entraîne des difficultés d'un autre ordre dans les établissements.

Il demande de prendre les mesures nécessaires afin qu'un crédit spécial soit attribué pour le chauffage, aux établissements scolaires défavorisés, crédit dont le montant serait calculé en fonction de la situation géographique du volume à chauffer des locaux et non pas du nombre d'élèves.

de François AUTAIN

sur les graves difficultés rencontrées par les centres de soins municipaux ou associatifs à but non lucratif à la suite du décret du 22 avril 1977 instituant un abattement sur le remboursement des actes effectués par ces derniers.

Il fait observer que les centres de soins sont souvent en déficit parce qu'ils assurent la permanence et la continuité des soins, ce dont est capable le secteur privé qui, la plupart du temps s'en remet à ces centres pour assurer le service pendant le week-end ou les jours fériés.

Dans ces conditions, il estime que l'abattement imposé aux centres de soins représente une discrimination inadmissible qui conduit à leur étranglement financier. Il compte prendre pour abroger ce décret.

Déclaration de soutien au peuple afghan

Laurent Fabius secrétaire national à la Presse, Christian Goux, membre du C.d et Lucien Praire délégué national au Tiers-Monde, représentaient le Parti socialiste dans une délégation qui a hier, jeudi 19 juin, porté une déclaration à l'ambassade d'Afghanistan.

Cinq mois après l'invasion de l'Afghanistan par ses troupes l'U.r.s.s n'a pas réussi à créer le fait accompli.

Le régime de Babrak Karmal, imposé par la force, se heurte à l'hostilité croissante du peuple Afghan, celui-ci s'exprime par une résistance contre les troupes d'occupation qui s'organisent et qui se manifestent notamment par des grèves et par des opérations armées.

Face au développement de cette résistance, l'intervention militaire se durcit recourant à des effectifs de plus en plus nombrerux et des armements de plus en plus considérables. De plus, la répression s'accentue, marquée par les arrestations, les détentions arbitraires, les exécutions sommaires et les assassinats politiques comme celui d'Abdul Madjid Kalakani dirigeant nationaliste et membre des responsables de la résistance intérieure.

L'ensemble des organisations signataires (*) rappellent leur très ferme condamnation de l'intervention soviétique en Afghanistan.

Cette intervention en violant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et en bafouant leurs libertés remet en cause le processus de détente et menace la paix dans le monde.

Les organisations signataires condamnent la sanglante oppression qui s'abat sur le peuple afghan. Elles exigent le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan et une solution politique qui donne au peuple afghan le libre choix de son avenir. Elles exigent l'établissement des libertés et la libération immédiate de tous les emprisonnés politiques.

L'ensemble des organisations signataires exprime sa solidarité et son soutien au peuple afghan en lutte pour sa libération.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le respect des droits de l'homme et des libertés, la sauvegarde de la paix pour des principes qui ne souffrent pas d'exception, doivent être respectés dans tous les pays et à tous les moments.

(*) F.e.n, C.f.d.t, P.s.u, M.r.g, Ligue des droits de l'homme et Parti socialiste.

« Rendre l'espérance aux parisiens »

Le samedi 21 juin à partir de 14 h, aura lieu un rassemblement parisiens au parc de Choisy (avenue de Choisy 13e) pour mettre un point final à l'élaboration du Projet socialiste de Paris, « rendre l'espérance aux parisiens ».

Dès le printemps 1979, la Fédération avait unanimement considéré qu'il serait justifié et nécessaire qu'à l'occasion de la mi-mandature du Conseil de Paris, un document d'analyse et de propositions soit élaboré par les socialistes de la capitale.

Les sections ont envoyé des contributions. Ces éléments ont été rassemblés et synthétisés. Un avant projet existe. C'est du contenu de ce travail dont il sera ultimement débattu lors de la journée du 21 juin au sein de trois grands parcours qui se dérouleront durant l'après-midi à partir d'orientations essentielles :

— « Droit à l'emploi à Paris » : quelle politique mettre en œuvre pour réaliser cet objectif ?

— « Dans une ville ouverte à tous » : que faire pour que la capitale accueille ses résidents dans les conditions légitimes de la justice sociale ?

— « Pour rendre le pouvoir aux parisiens » : que veut dire démocratiser Paris et la vie de ses quartiers ?

En fin d'après-midi, Paul Quilès, Georges Sarre et Jean-Paul Planchon interviendront pour tirer les renseignements de la journée.

Cette journée sera également un moment de détente. Entrée gratuite.

L'agenda du Premier secrétaire

Dimanche 22 juin
Fête de la Rose à Tulle (Corrèze)
Mardi 24 juin
15 h - Conférence de Presse
Hôtel Intercontinental (Salon Tuileries)
rue de Castiglione, Paris
20 h 30 - Meeting à Guemené-sur-Scorf (Morbihan)
Jeudi 26 juin
Clôture de la saison
des Entretiens du Jeudi de 19 à 21 h
à l'Assemblée nationale,

• Le dimanche 22 juin, Lionel Jospin sera à la **Fête de la Rose** de la Gironde à Cenon (à 17 h). Le soir à 19 h il est l'invité du Club de la Presse sur *Europe 1*.

• Réunion de presse le mardi 1er juillet à 11 h avec Paul Quilès et Pierre Castagnou pour la sortie du livre « Cadres : l'alternative socialiste », au 7 bis place du Palais Bourbon.

TELE - P.S.

L'ESPRIT DU 18 JUIN 1940 DEVRAIT SE RETROUVER DANS

LE REFUS DE L'ACCEPTATION DU CHOMAGE ET DES INEGALITES

COMME AUTANT DE FATALITES, ET L'APPEL A L'EFFORT DE TOUS

POUR LA CONSTRUCTION D'UNE SOCIETE PLUS JUSTE

Restructuration industrielle

Que veut la somme des intérêts privés ?

Et le Grand Monopoly continue : Michelin vend Kléber-Colombes à Continental pour mieux se placer contre Goodyear. Les Willot ne sont pas disposés à vendre Dior mais le seraient peut-être... Chrysler recule de trois cases pour cause de difficultés financières. Elf-Aquitaine tombe sur la case «chance» et veut élargir son empire.

Voilà pour la partie la plus visible et la plus récente de l'iceberg. Allez deviner les coups de dés qui se lancent sous le manteau !

Logique de l'économie libérale détachée de tout contrôle, que ce soit bien sûr celui des travailleurs qui, comme d'habitude sont soldés avec les murs et les machines, que ce soit celui des Etats qui mis au pied du mur n'ont qu'à entériner des restructurations dont la dimension et l'enjeu les dépassent.

Pourquoi tout ce remue-ménage? En fonction de ce qui reste la règle d'or du capitalisme : le principe de rentabilité privée. Autrement dit ce qui est bon pour Michelin est bon pour la France.

Ne doutons pas en l'occurence que le patriarche de Clermond-Ferrand, François Michelin sache ce qu'il fait. Cela fait un moment que sa principale préoccupation est de tailler des croupières à Goodyear sur les marchés américains. Il s'en donne les moyens, même si, sans chauvinisme aucun, on peut se demander quel est l'intérêt national de la cession de Kléber-Colombes au géant de la chimie ouest-allemand Bayer qui est derrière Continental.

Aucune crainte à avoir non plus sur les restrictions de frontières auxquelles a procédé B.s.n ces derniers temps en cédant ses usines de verre plat dans divers pays européens pour se lancer à fond dans l'agro-alimentaire. Riboud sait ce qu'il fait.

Ces stratégies ne sont pas condamnables en bloc. La diversification vers des secteurs de pointe (Saint-Gobain, aux manettes duquel arrive Roger Fauroux, dans l'informatique par exemple) ou vers des secteurs susceptibles de glaner quelques devises fait partie des leviers nécessaires pour redonner à l'industrie française un sang neuf et permettre de renverser la vapeur, notamment en matière de créations d'emplois.

Là où les socialistes s'interrogent (pour le moins), c'est sur les modalités des prises de décisions. Dans le jeu capitaliste, Michelin, Riboud, Chalandon, Fauroux et Cie, décident en fonction d'un seul critère, les intérêts de leurs actionnaires.

L'intérêt de tous

Là donc où un gouvernement socialiste ferait la différence, ce serait en mettant son nez dans ces prises de décision. Nullement de manière bureaucratique, en déléguant à quelques fonctionnaires le droit d'apposer un quelconque visa. Mais par la démocratie.

Démocratie à l'échelle de la Nation, par une planification. Qui implique autre chose que d'innombrables réunions débouchant seulement sur des écrits sans caractère contraignant pour personne. Et qui laisse les mains totalement libres à un gouvernement n'ayant de surcroit nulle envie d'agir.

Et démocratie impliquant les travailleurs et les usagers à l'échelle de l'entreprise ou du groupe concerné. Une manière de faire participer les intéressés aux jeux qui se déroulent toujours derrière leur dos. Une façon de faire prévaloir l'intérêt de tous sur celui de quelques uns.

Radios libres à nouveau saisies

Le gouvernement s'essoufflera le premier

Les forces de l'ordre ont investi, jeudi soir, peu avant 20 heures, les locaux de «Radio Lille 80» sur l'ordre du procureur de la République de Lille.

Tout le matériel, ainsi que l'émetteur, a été confisqué. Aucun heurt n'a été signalé et il n'y a eu aucune interpellation, d'après la police judiciaire de Lille.

A la suite de cette action, Henri Noguères, président de la Ligue des droits de l'homme, a déclaré jeudi soir, dans un communiqué :

«En déclenchant une massive et brutale opération de police contre «Radio Lille 80» dès le lendemain de sa première émission, le pouvoir s'est livré ce soir à une nouvelle provocation».

«Bien entendu, on a courageusement attendu pour opérer ce coup de force et appréhender les animateurs de «Radio Lille 80» que MM. Brice Lalonde, Jean Fabre du Parti radical italien, et moi-même, qui participions hier à cette première émission, ayons quitté Lille».

«Fondateur de l'association qui gère Radio-Lille 80, radio-libre émettant au grand jour, je tiens sans tarder à m'en déclarer publiquement totalement solidaire», conclut Henri Noguères.

«Selon l'avocat roubaisien de «Radio-Lille 80, Mme Brochenne, trois personnes auraient été interpellées lors de l'intervention des forces de police appuyées par des C.r.s, et des affrontements auraient eu lieu à cette occasion.

On apprenait par ailleurs dans la soirée, par «Radio Paris 80», que les forces de police étaient également intervenues à Lyon, au Centre d'Expression Populaire, 44 rue Saint-Georges, dans le local d'un collectif de trois radios-pirates lyonnaises : «Radio Pipelette» «Radio Canuts» et «Radio Lézard», qui s'étaient regroupés voici deux semaines pour émettre quotidiennement et non clandestinement.

Selon les témoins, les forces de l'ordre sont intervenues «beaucoup moins violemment» qu'à Lille. Trois personnes, qui se sont désignées comme les responsables de la Radio, ont été interpellées, et on ignorait en fin de soirée si elles avaient été relâchées. L'émetteur a, comme à Lille, été saisi.

Tango

Les 29 et 30 mai 1989, à l'invitation de René Monory, la France a reçu Martinez de Hoz, ministre argentin de l'Economie. Au cours de son séjour il a rencontré François Poncet, Barre, Papon, Monory, Deniau, Stirn et pour couronner M. d'Estaing.

Cinq ministres et les deux grands chefs en deux jours, pas moinsse, mobilisés pour un ministre technique semble indiquer que les relations sont excellentes avec l'Argentine, notamment en ce qui concerne la protection de nos concitoyens qui vivent dans ce pays.

Comme le suppose Jean-Pierre Cot : «il va donc de soi que le gouvernement a dû obtenir des précisions et des engagements du ministre argentin en ce qui concerne le sort de nos quinze compatriotes «disparus» en Argentine». Aussi, demande-t-il à François Poncet d'en informer l'Assemblée.

Résumées

Manifestation anti-apartheid devant l'ambassade d'Afrique du sud à Paris

A l'appel du mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (M.r.a.p), de la ligue des droits de l'homme, de l'association française de solidarité et d'amitié avec les peuples d'Afrique du sud (A.f.a.s.p.a), du mouvement anti-apartheid, une centaine de personnes se sont rassemblées jeudi, vers 18 heures, devant l'ambassade d'Afrique du sud à Paris. Parmi elles, Paul Quiles représentait officiellement le parti socialiste.

Banderoles déployées et pancartes brandies, les manifestants ont réclamé la libération de M. James Mangé, militant noir de l'A.n.c (African National Congrès) condamné à mort et celle de M. Nelson Mandela, fondateur de l'A.n.c, qui subit actuellement une peine de détention à vie en Afrique du sud.

Un représentant de l'A.n.c de passage à Paris, M. Sally Smith, a pris la parole et a appelé «à la solidarité internationale contre le régime raciste d'Afrique du sud».

Les mots d'ordre «apartheid, assassins» et «libérez James Mangé et Nelson Mandela» ont été clamés par les manifestants.

0,15 F par pilône

L'E.d.f indemnise les communes sur le terrain desquelles elle fait passer des lignes à haute-tension, pour compenser les immobilisations foncières qui en découlent.

Exemple : en Seine-et-Marne, la commune de Moisenay est dotée de trente trois pilônes soutenant des lignes de 63.000 Kw. Elle vient de recevoir son indemnité : 5 francs. Ubu pas mort.

Ni vu ni entendu

Conférence sur le Liban - Trois jours de débat.

— Premier jour : *L'Humanité* oublie la présence du Parti socialiste, mais cite toutes les autres délégations.

— Deuxième jour : *L'Humanité* découvre la présence de Lucien Praire qui représente le Parti socialiste mais n'entend que la moitié de son discours et oublier de rapporter l'autre.

Oublié le principe de la reconnaissance mutuelle et conjointe des peuples ; oublié le principe du droit de tous les peuples et en particulier, qui s'en étonnera... de celui du peuple Afghan !